



Réforme du taux d'intérêt du Plan d'épargne logement

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a signé, le 25 janvier 2011, un arrêté modifiant le taux d'intérêt du Plan d'épargne logement (PEL) avec :

- une rémunération plus attractive : pour les PEL ouverts à compter du 1^{er} mars 2011, le taux d'intérêt sera révisé chaque année, selon une formule reposant sur des taux swap, calculé par la Banque de France, le taux est indexé sur la situation économique avec un taux plancher à 2,5 % ;
- une fiscalité plus lisible : les prélèvements sociaux seront débités chaque année et non plus au moment de la clôture du PEL ou au 10^{ème} anniversaire ;
- une prise en compte des impacts environnementaux : la prime d'Etat qui est versée aux épargnants qui souscrivent un prêt immobilier en sortie de PEL sera modulée selon l'impact environnemental : 1 525 € pour les logements verts, 1 000 € pour les autres.

La réforme ne s'applique pas aux anciens plans dont le taux est fixé à 2,5 % depuis août 2003.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Nouvelles autorités européennes de supervision

Les trois nouvelles autorités européennes de supervision des marchés, de la banque et des assurances* installées début janvier 2011 ont désigné leurs dirigeants :

- le Néerlandais, Steven Maijor, à l'Autorité des marchés financiers et valeurs mobilières (AMF) installée à Paris ;
- le Portugais, Gabriel Bernardino à l'agence européenne pour les assurances et les pensions professionnelles (AEAPP) basée à Francfort ;
- l'Italien, Andrea Enria à l'agence bancaire européenne des banques (AEB) installée à Londres.

Le Comité européen des risques systémiques (CERS) dirigé pendant les cinq premières années par le Président de la BCE (Banque centrale européenne) a tenu sa première réunion le 27 janvier 2011 à Francfort, sous l'égide de son Président, Jean-Claude Trichet, et de Mervyn King son premier vice-président, gouverneur de la Banque d'Angleterre.

*(cf. Lettre de l'Institut d'émission de septembre 2010)

Comité national SEPA

Le Comité national SEPA réuni le 13 janvier 2011 a accepté le calendrier pour l'achèvement de la migration au virement SEPA à juin 2013, et au prélèvement SEPA à juin 2014. Il a cependant exprimé ses inquiétudes sur les exigences techniques et tarifaires imposées par le projet de règlement européen publié par la Commission européenne le 16 décembre 2010.

Outre-mer

1 - Dossier législatif

➤ Habitat informel

La proposition de loi portant disposition particulières relatives à l'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer a été adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale.

➤ Collectivités de Guyane et de Martinique

La ministre chargée de l'outre-mer a présenté en Conseil des ministres du 26 janvier 2011, un projet de loi organique portant diverses mesures relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution ainsi qu'un projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique.

Ces textes mettent en œuvre l'évolution institutionnelle souhaitée par les électeurs guyanais et martiniquais qui ont choisi le 24 janvier 2010, la création d'une collectivité unique qui exercera les compétences dévolues au département et à la région.

La première élection des membres des assemblées de Guyane et de Martinique aura lieu avant le 1^{er} janvier 2013.

Les textes sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.senat.fr/themes/dossiers-legislatifs-outre-mer-recents.html>

2 – Grappes d'entreprises

Le comité de sélection du second appel à projet pour les grappes d'entreprises, piloté par la DATAR, a retenu cinq projets localisés en outre-mer parmi les 187 déposés au niveau national, soit Guyane (1), Nouvelle-Calédonie (2), Martinique (2). Ces projets viennent s'ajouter aux trois projets retenus en 2010.

Publications

L'emploi dans les DOM entre 1997 et 2007 : une croissance marquée par les dispositifs d'exonération spécifiques

La note n° 007 réalisée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/IMG/pdf/2011-007.pdf>

Publications IEDOM

1 – Le chômage empêche la convergence du revenu des ménages entre régions ultramarines et métropolitaines

Dans la collection « Les notes de l'Institut d'émission »

2 – Le microcrédit à la Martinique : un appui au dynamisme de la création d'entreprises ;

3 – Le microcrédit à la Guadeloupe et à Saint-Martin : à la rencontre d'une forte demande

Dans la collection Note expresse série « Eclairage », n° 86 et 87

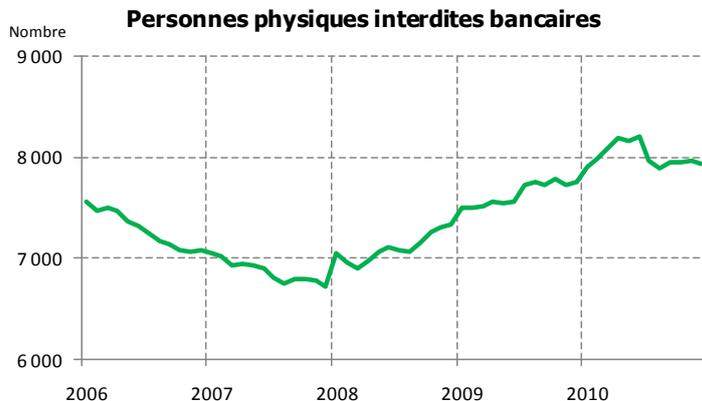
Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.iedom.fr

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des ménages

Dans le cadre de ses missions de service public, l'IEDOM assure le secrétariat de la Commission de surendettement de la Guyane. Sur l'année 2010, le nombre de dossiers déposés affiche une hausse de 22,5 % sur un an et s'établit à 185. Le nombre de dossiers déclarés recevables¹ par la Commission progresse également sur un an (+ 4,6 %, pour 159 dossiers). Ces chiffres restent toutefois en-deçà des niveaux atteints en 2007 et 2008.

Parallèlement, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire est en hausse sur l'année 2010, pour atteindre 7 940 personnes en décembre (+ 2,4 % sur l'année).



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

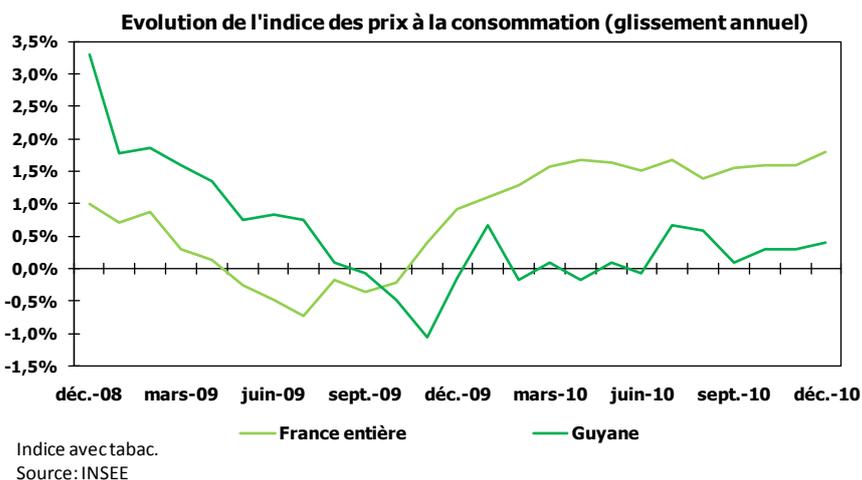
Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation progresse légèrement sur le mois de décembre 2010 (+0,3 %). Les hausses des prix des services, et de l'alimentation (respectivement + 0,7 % et + 0,2 %) ne sont que partiellement compensées par le recul des prix de l'habillement et des chaussures (- 0,9 %).

Sur un an, l'indice enregistre une faible hausse de 0,4 % par rapport à décembre 2009. Ce mouvement s'explique par la progression des prix de l'alimentation, particulièrement des produits frais (+ 10,1 %), ainsi que ceux de l'énergie (+ 5,2 %), tempérée par le recul des prix des produits manufacturés (- 1,9 %).

Cette progression des prix sur un an demeure inférieure à celle du reste de la France en décembre : + 3,3 % à la Guadeloupe, +2,2 % à la Réunion, + 1,8 % pour l'ensemble de la France, et + 1,7 % à la Martinique. Ce décalage s'explique par une plus forte augmentation des prix pour les postes « énergie » et « services » dans les autres géographies, bien que la hausse des prix des produits frais soit plus importante en Guyane que dans le reste de la France.

Enfin, en moyenne sur l'ensemble de l'année, les prix à la consommation sont restés relativement stables, soit + 0,2 % selon l'INSEE.



Indice avec tabac.
Source: INSEE

Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) continue de progresser (+ 3,2 %²) en décembre 2010 par rapport au mois précédent (contre une variation mensuelle moyenne de + 0,7 % en 2010), et atteint 16 925 demandeurs (données CVS). De plus, tant le chômage des jeunes³ que le chômage de longue durée⁴ sont en hausse (respectivement + 5,5 % et + 2,4 sur le mois après CVS). Sur un an, la hausse du chômage se confirme : + 10,7 %. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi est en hausse par rapport à décembre 2009 (+ 27,9 %, données brutes), mais cette dynamique est uniquement portée par les emplois de courte durée, alors que les offres d'emplois durables (plus de 6 mois) sont en baisse (- 10,1 % sur l'année).

Consommation

Les importations de biens de consommation⁵ cumulées jusqu'à novembre progressent de 10,7 % sur un an, portées notamment par l'augmentation des importations d'habillement et chaussures. La tendance est similaire en ce qui concerne les importations des produits de l'industrie agro-alimentaire (+ 17,1 % en glissement annuel). En parallèle, les recettes d'octroi de mer cumulées à décembre enregistrent une hausse de 6,1 % sur un an, retrouvant ainsi le rythme de progression relevé en moyenne sur les 5 dernières années et confirmant une certaine reprise de la consommation après un recul de 1,8 % à fin 2009.

¹ Les dossiers déposés sont déclarés recevables quand la personne est jugée de « bonne foi », et dans l'incapacité réelle de régler ses dettes.

² Evolution après CVS.

³ Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

⁴ Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an, catégories A, B et C.

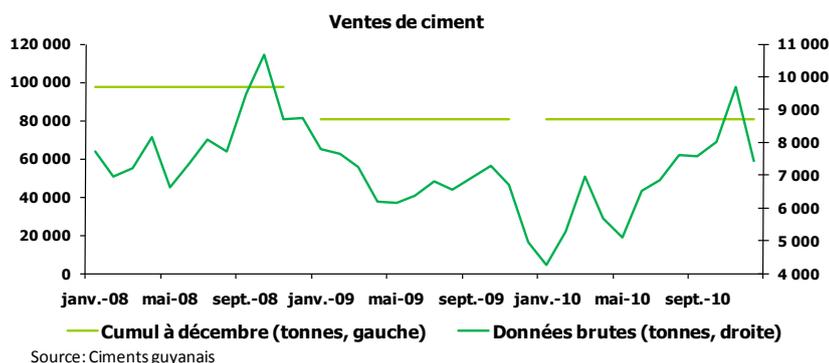
⁵ Importations des « textiles, habillement, cuir et chaussures », « produits pharmaceutiques », « produits manufacturés divers », « produits de l'édition et de la communication ».

Commerce extérieur

Cumulées à novembre, les importations totales de biens enregistrent sur un an une augmentation de 13,6 % en valeur⁶. En parallèle, les exportations de biens progressent de 33,2 % (sur la même période), notamment suite à des réexportations liées au secteur spatial sur des postes tels que les « produits informatiques et électroniques ».

BTP

Les ventes de ciment de décembre enregistrent un léger recul sur le mois (- 2,6 % après CVS). Sur l'ensemble de l'année, les volumes vendus cumulés rattrapent les **niveaux de l'an dernier** (+ 0,3 %), malgré un premier semestre difficile en raison de la fermeture du pont du Larivot pendant près de 5 mois. Cette évolution **s'explique notamment par d'importants chantiers** en cours, tels que la réfection des quais du port de Dégrad des Cannes, l'extension du Centre Hospitalier de Cayenne, la construction d'un **nouvel hypermarché dans la zone Industrielle Terca**, ou encore celle de logements sociaux à Saint-Laurent du Maroni.



Trafic aérien

Le trafic aérien de passagers commerciaux⁷ en Guyane a été mieux orienté au 2^{ème} semestre 2010 : en cumul à fin décembre, il s'établit à 423 849 personnes, et progresse de 5,8 % sur un an, soit la plus forte progression sur les 10 dernières années.

Carburants

L'arrêté préfectoral n°154 du 31 janvier 2011 fixe, à compter du 1^{er} février 2011, le prix de détail des carburants à 1,56 € / litre pour l'essence (soit une hausse de trois centimes), et 1,40 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 5 centimes).

Cette décision fait suite à un précédent arrêté préfectoral (n°72 du 18 janvier 2011) qui fixait, à compter du 19 janvier 2011, le prix de détail des carburants à 1,53 € / litre pour l'essence (soit une hausse de huit centimes), et 1,35 € / litre pour le gazole (soit une hausse de six centimes).

Ces augmentations sont dues à la hausse du prix d'achat du pétrole brut, et à une dépréciation de l'euro par rapport au dollar.

Collectivité unique

La ministre de l'Outre-mer, Mme Marie-Luce Penchard, a présenté le 26 janvier 2011 en Conseil des Ministres les projets de loi relatifs à la mise en place des futures collectivités uniques de Guyane et de Martinique. Ce projet de loi reprend les orientations précédemment définies par le Président de la République. Les deux régions ont fait des choix différents, puisque les institutions martiniquaises seront constituées d'une assemblée et d'un conseil exécutif, alors que la Guyane sera uniquement dotée d'une assemblée⁸. La première élection des membres de l'Assemblée de Guyane devra avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2012.

Développement économique

La Région Guyane a présenté début 2011 sa « Stratégie pour la Guyane » au grand public. Il s'agit d'un document qui présente les diagnostics, les actions à mener à court terme (en 2011), et les orientations de long terme de la collectivité afin d'œuvrer au développement de la Guyane. Le Conseil Régional souhaite sortir d'une logique de rattrapage et anticiper les évolutions démographiques. Il a identifié trois priorités :

- Mettre à niveau les infrastructures de base sur l'ensemble du territoire guyanais ;
- Promouvoir l'emploi et le développement local ;
- Valoriser la diversité culturelle de la société guyanaise et assurer sa cohésion.

Un premier bilan d'étape est prévu mi-2011.

Energies renouvelables

Le premier parc photovoltaïque de Guyane, équipé de 19 000 panneaux, a été mis en service fin décembre sur la commune de Montsinéry. Cette centrale solaire dispose d'une capacité installée de 4,3 MW, et devrait fournir 6 millions de KWh par an (ce qui représente la consommation annuelle de 4 200 habitants environ).

Enseignement supérieur

Le Campus International de Montabo a été inauguré le 18 janvier 2011, au sein de l'Institut de Recherche pour le Développement de Guyane. Il vise à mutualiser les moyens de plusieurs centres scientifiques (Université Antilles-Guyane, Herbar de Guyane, station SEAS⁹), pour former des chercheurs sur les thèmes de la biodiversité et de l'environnement des territoires amazoniens. Par ailleurs, il vise à stimuler la coopération avec les structures de recherche frontalières (particulièrement avec le Brésil).

Secteur spatial

En 2010, Ariespace a réalisé le lancement de 6 fusées Ariane 5, et la mise en orbite de 12 satellites. Des reports dus à des difficultés techniques ont toutefois perturbé le rythme de lancement, puisque le premier lancement n'a eu lieu qu'en mai. En 2011, 6 vols d'Ariane 5 sont prévus, dont le prochain, le 15 février, avec l'ATV II. Le premier lancement de Soyouz (lanceur moyen russe) devrait avoir lieu en août 2011 ; celui de Vega (lanceur léger européen), fin 2011.

⁶ Augmentation portée principalement par la progression du poste « produits informatiques, électroniques et optiques », due aux imports du secteur spatial, et des postes « produits agroalimentaires » et « produits pétroliers ».

⁷ Passagers entrés+sortis+transit sur les vols internes et externes.

⁸ A ces organes s'ajoutera, pour les deux régions, un conseil économique, social et environnemental.

⁹ Surveillance de l'Environnement Amazonien par Satellite.

Secteur pétrolier

La société Tullow Oil devrait démarrer fin février 2011 une phase de prospection pétrolière afin de déterminer la présence, ou non, d'un gisement en Guyane. Le forage se situera à 153 Km au nord-est de Cayenne. Ces recherches ont été motivées par la découverte d'un gisement au Ghana, dont les fonds marins présentent de fortes similitudes géologiques avec les fonds guyanais. Les associations de défense de l'environnement guyanaises ont exprimé leurs inquiétudes quant aux faiblesses des procédures d'intervention en cas de pollution, et au non-respect de certaines normes environnementales.

ACTUALITES REGIONALES

Brésil

Le 19 janvier 2011, la Banque Centrale du Brésil a annoncé l'augmentation de son taux directeur, le taux « Selic » de 50 points de base, à 11,25 %. L'objectif est de contenir l'inflation, qui s'élève à 5,9 % en 2010¹⁰, et de la faire converger vers sa cible de 4,5 %.

Coopération décentralisée

L'ambassadeur de Chine en France, M. Quan Kong, a effectué du 14 au 17 janvier 2011 une visite en Guyane. Il a été reçu par le préfet et le président de Région, MM. Férey et Alexandre, ainsi que par des représentants de la communauté chinoise en Guyane. Il a également rencontré des socioprofessionnels guyanais. Les discussions ont porté sur les perspectives de collaboration sur les plans technologique, scientifique et agricole. Il a également été question de la création d'un consulat de Chine à Cayenne, très attendu par l'ensemble de la communauté. Cependant, cette ouverture n'a pas été planifiée budgétairement et en reste pour le moment au stade de projet.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – décembre 2010 (Indice base 100 : année 1998)	121,8	+ 0,3 %	+ 0,4 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin décembre 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin novembre 2010	16 185 6 718	+ 3,2 % + 1,6 %	+ 10,7 % + 12,9 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin décembre 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 079 63,6 M€	+ 0,8 %	- 4,0 % - 0,7 %
Octroi de mer (Source : Douanes)	Recettes d'octroi de mer - décembre 2010 Cumul 2010 des recettes	10,3 M€ 112,2 M€	- 2,8 %	+ 34,0 % + 6,1 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – novembre 2010 Cumul 2010 Importations - novembre 2010 Cumul 2010 Taux de couverture en cumul - à fin novembre 2010	17,5 M€ 151,2 M€ 120,5 M€ 979,7 M€ 15,4 %	+ 19,5 % + 18,7 %	- 11,6 % + 33,2 % + 31,5 % + 13,6 % + 2,2 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin janvier 2011 Rappel cumul à fin janvier 2010	0 tir Ariane 5 0 tir Ariane 5
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin novembre 2010)	9 481 tonnes (+ 4,9 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 6 225 tonnes (+ 85,5 % sur un an) pour 2,0 M€ (+ 35,0 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – décembre 2010 Cumul 2010	7 436 tonnes (+ 50,5 % sur un an) 80 983 tonnes (+ 0,3 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin juin 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin novembre 2010)	623,7 tonnes (- 31,7 % sur un an) 731,4 tonnes (- 27,2 % sur un an) pour 4,4 M€ (- 25,7 %)
Or (Source : Douanes) *	Exportations d'or (cumul à fin novembre 2010)	28,4 M€ (+ 26,1 % sur un an) Pour 1,0 tonne (- 7,2 %)
Bois (Source : ONF)*	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2010)	68 225 m ³ (- 19,0 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données corrigées des variations saisonnières

¹⁰ Variation en glissement annuel de l'Indice des prix à la consommation « IPCA » à décembre 2010.

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE 2011	0,38%	JO du 03/02/11
ANNEE 2010	0,65%	JO du 11/02/10

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)

	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
	0,6967%	0,5777%	0,4902%	0,6672%

TIBEUR (Janvier 2011)

	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
	0,7940%	1,0180%	1,2540%	1,5500%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
	2,82%	3,05%	3,39%	3,50%

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

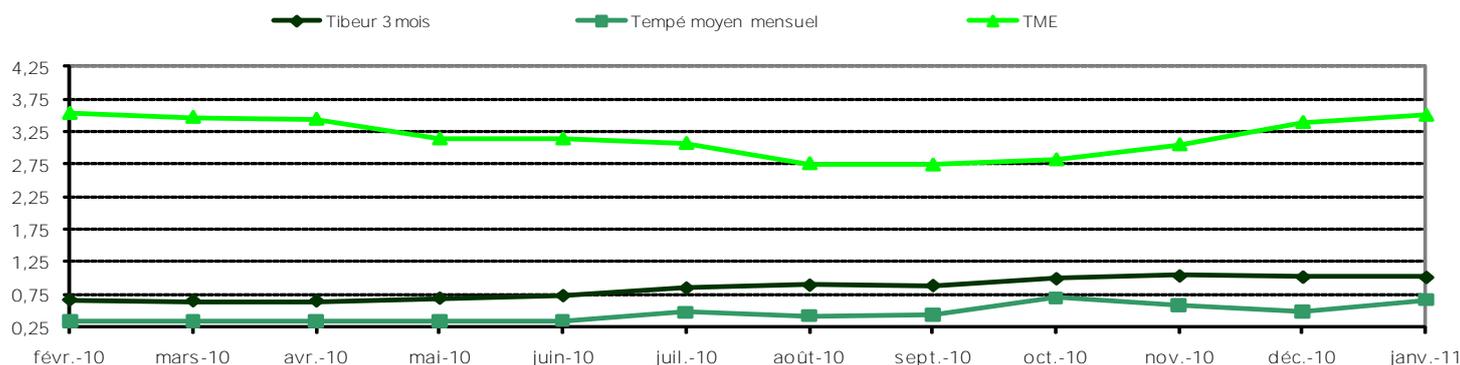
	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
	3,02%	3,25%	3,59%	3,70%

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,51%			
Prêts à taux variable		4,96%			
Prêts relais		5,88%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,31%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,67%	Découverts en compte (1)		13,77%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		7,77%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

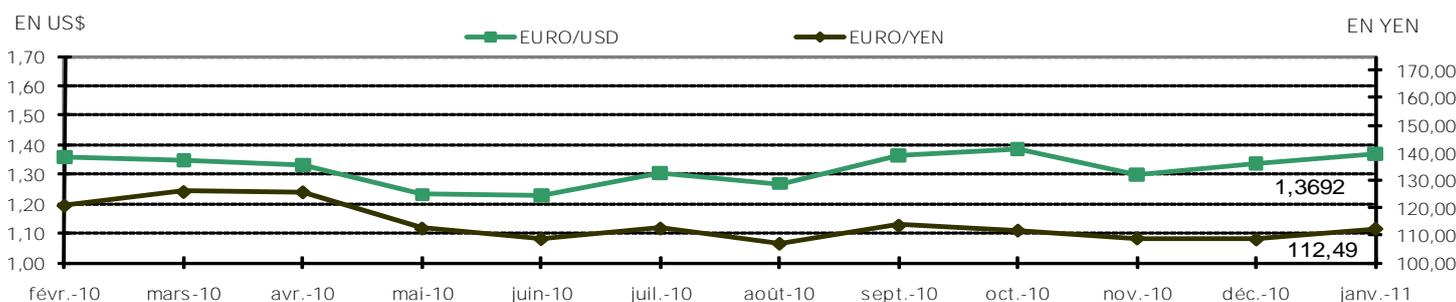
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3692	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,8458	EURO/SRD (Surinam)	4,49790
EURO/JPY (Japon)	112,4900	EURO/BWP (Botswana)	9,20320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,43980
EURO/CAD (Canada)	1,3679	EURO/SCR (Seychelles)	16,6915	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,0443
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,86090	EURO/MUR (Maurice)	40,4470	EURO/BBD (La Barbade)	2,72600
EURO/SGD (Singapour)	1,7534	EURO/BRL (Brésil)	2,2962	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,72320
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,6762	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,85370	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2807,78	EURO/XCD (Dominique)	3,6801	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			